

***Tripoli, Libye, 25 janvier (Infosplusgabon) - L'Armée loyale au Gouvernement d'union nationale a répliqué à des violations répétées du cessez-le feu par l'Armée nationale libyenne dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, a annoncé samedi une source militaire gouvernementale, illustrant la précarité de la trêve observée depuis le 12 janvier dernier.***

Une trêve a été proclamée le 12 janvier dernier à l'appel des présidents russe, Vladimir Poutine et turc, Recep Tayyip Erdogan, mais n'a pu être pérennisée ni par la Conférence de Berlin dimanche dernier, ni auparavant par un Accord de cessez-le-feu à Moscou, signé par le président du Conseil présidentiel, Favez al-Sarraj, et alors que le maréchal Khalifa Haftar a refusé de le parapher.

Une situation qui fragilise la trêve dont les multiples violations peuvent dégénérer, ont mis en garde les observateurs.

Le commandant de la salle des opérations sur le terrain des forces du Gouvernement d'union nationale, le général de division Ahmed Abou Chahouma, a affirmé que "les forces de l'armée fidèle à Haftar ont violé l'accord de cessez-le-feu, déclarant que les forces gouvernement ont réagi à ces violations au sud de la capitale, Tripoli, en répliquant aux tirs".

Le général Abou Chahouma a précisé, cité samedi sur le site de l'opération militaire "Volcan de la colère" relevant des forces gouvernementales que "des ordres ont été donnés aux forces du Gouvernement d'union dès le premier jour, avec une totale préparation et prudence", soulignant que "ce qui se passait au sud de Tripoli était une réponse des forces du Gouvernement d'union" à ce qu'il a décrit comme des violations consécutives de l'Armée nationale libyenne.

Le responsable militaire gouvernementale a estimé que l'imposition par l'Armée de Haftar d'une zone d'exclusion aérienne à la capitale, Tripoli, est "une preuve de confusion et d'incapacité à prendre des décisions".

Des affrontements armés se sont intensifiés jeudi et vendredi au sud de Tripoli, entre le deux camps, suite aux accusations réciproques de violation de la trêve.

On rappelle que le porte-parole de l'Armée nationale libyenne , le général Ahmed al-Mesmari, a annoncé mercredi l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne sur Tripoli, menaçant de cibler les avions civils en cas de viol de l'interdiction.

Le Conseil présidentiel a passé outre cette interdiction, ordonnant la reprise des vols à partir de l'aéroport de Maitigua, le seul à assurer la desserte de la capitale, fermé à deux reprises mercredi après la chute de six missiles Grad.

Le Conseil présidentiel a mis les Nations unies et la Communauté internationale devant leurs

responsabilités face à ces menaces qui constituent un "crime de guerre" et une "violation" du droit humanitaire.

Vendredi, la Chancelière allemande, Angela Merkel a souligné "la nécessité de redoubler d'efforts pour que le cessez-le-feu fragile en Libye soit fermement respecté", révélant que le Conseil de sécurité de l'ONU "approuvait" les recommandations adoptées lors de la conférence de Berlin sur la Libye.

Mme Merkel a noté, lors de la conférence de presse conjointe avec le président turc Recep Erdogan à Istanbul, où elle a effectué une visite, "l'importance de soutenir le président du Conseil présidentiel du Gouvernement de l'Accord, Fayez al-Sarraj, sur les efforts du cessez-le-feu", exprimant son espoir, à cet égard, que le commandant en chef de l'Armée libyenne, le maréchal Khalifa Haftar, prenne des mesures "positives".

La Conférence de Berlin, tenue dimanche dernier, avec une très importante présence de dirigeants dans le monde, a exhorté les belligérants libyens à maintenir la trêve afin de pouvoir assurer son évolution vers un cessez-le feu durable.

La rencontre a également appelé les différents pays intervenant en Libye à s'abstenir de violer l'embargo sur les armes ou de se livrer à des actes de nature à provoquer l'escalade ou envenimer la situation en Libye.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en exergue la fragilité de la trêve en Libye, invitant tous les intervenants à veiller à la maintenir, saluant la désescalade qui a prévalu depuis la proclamation du cessez-le-feu.

Pour sa part, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Libye a dévoilé que la Mission d'appui des Nations unies en Libye a noté 50 violations de la trêve depuis le 12 janvier, dénonçant la poursuite de la violation de l'embargo avec l'acquisition par les deux camps de missiles anti-aériens et des armes de pointe.

M. Salamé a souligné que la Conférence de Berlin avait permis de relancer le processus politique avec le lancement de trois pistes relatives à l'économie, à la sécurité et à l'armée et à la politique.

Ainsi, un Comité militaire et de sécurité composé de 10 officiers de l'armée régulière libyenne, cinq de chaque camp, issu des résolutions de la Conférence de Berlin, doit se réunir la semaine prochaine à Genève pour mettre fin aux violations de la trêve et la faire évoluer vers un cessez-le-feu permanent.

Il a indiqué qu'une réunion sur le volet politique regroupant des membres du Parlement, du Haut Conseil de l'Etat et des personnalités libyennes de divers milieux, est programmée pour la fin de janvier au Palais des Nations unies à Genève.

Concernant les aspects économiques, les rencontres ont déjà débuté avec une réunion tenue le 6 janvier entre parties libyennes en Tunisie, a précisé M. Salamé.

Il faut noter que les ministres des Affaires étrangères des pays du voisinage de la Libye ont, à l'issue de leur réunion jeudi à Alger, demandé aux parties libyennes en conflit de respecter le cessez-le-feu et de s'inscrire dans les pourparlers sous les auspices des Nations unies et en collaboration avec l'Union africaine et les efforts des pays du voisinage.

Le président algérien, Abdelmajid Tabboune, a annoncé à Genève que son pays allait conduire une médiation entre les belligérants libyens, précisant que la plupart des tribus libyennes ont accepté cette médiation.

Une réunion ministérielle destinée au suivi de la Conférence de Berlin est prévue en février prochaine, a annoncé le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, qui a exposé à la réunion des chefs de la diplomatie des pays voisins de la Libye, les résultats du sommet de Berlin.

FIN/INFOSPLUSGABON/MMM/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon